

croire les insanités que nous débitent le ministre et son secrétaire parlementaire.

Cela revient à dire que le Programme énergétique national et le bill C-48 qui en découle ne visaient vraiment à la sécurité énergétique du Canada que par ricochet. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) en a dévoilé le vrai motif, sans le vouloir, j'en suis certain, quand il a prononcé un discours à Sherbrooke, au Québec, le 22 octobre dernier. Voici un extrait du rapport de la Presse canadienne:

Lalonde a dit que la richesse croissante de l'Alberta pourrait bientôt représenter une plus forte menace à l'unité canadienne que le nationalisme des Québécois. D'après lui, il se pourrait que le Canada soit un jour un pays ayant une seule province riche qui impose ses caprices aux neuf autres, si l'Alberta se sert de ses milliards de dollars pour prendre en charge des sociétés étrangères et que le gouvernement fédéral renonce à son rôle de veiller à ce que les richesses soient réparties entre les provinces riches et les provinces pauvres.

Les neuf autres provinces finiraient par être à la merci des moindres fantaisies de l'Alberta, a-t-il ajouté, et une vague de nationalisme (albertain) d'une ampleur sans égale pourrait déferler si le gouvernement fédéral ne s'interposait pas immédiatement.

«Nous ne faisons pas assez attention à cette menace, a dit Lalonde, mais elle est réelle, elle existe.»

Cela révèle une mentalité du ministre de la Couronne qui a de quoi effrayer. Cela prouve qu'un ministre national du gouvernement fédéral estime que la richesse de l'Alberta est une menace bien plus grave pour l'unité canadienne que le séparatisme québécois, parti de René Lévesque et tout ce que dernier représente. Il est presque effrayant de penser que quelqu'un au cabinet puisse avoir une telle tournure d'esprit, mais cela explique bien les intentions réelles et l'objet de la politique énergétique nationale qui n'a rien à voir avec l'énergie mais qui veut avant tout empêcher l'Alberta d'augmenter ses richesses . . .

**M. Waddell:** La pauvre Alberta, hein!

**M. Andre:** . . . qui fait tout pour cela. J'entends des ricanements . . .

**M. Waddell:** Oh, allons donc, Harvie, l'Alberta n'est pas pauvre.

**M. Andre:** . . . du déversoir libéral. Il dit que l'Alberta n'est pas pauvre. Je mets en doute la sincérité des néo-démocrates, des libéraux et de quiconque se prétend Canadien s'ils disent qu'il vaut mieux que le Canada continue à compter sur le pétrole mexicain . . .

**M. Waddell:** Je n'ai pas dit cela!

**M. Andre:** . . . vénézuélien ou arabe que de payer le pétrole à notre pays, aux autres Canadiens, aux Canadiens de l'Ouest pour leur permettre de mettre en valeur le pétrole et le gaz. Pourtant, telle est l'essence du Programme énergétique national. Voilà en fait ce qui s'est produit. Comme en témoignent les discours qu'il a prononcés à Sherbrooke (Québec), le ministre de l'Énergie estime en réalité qu'il est plus dangereux pour le Canada d'être riche et autosuffisant que de continuer à être tributaire autant, sinon plus, du Proche-Orient et des pays de l'OPEP. C'est vraiment tragique. J'espère dans l'intérêt du Canada que le premier ministre (M. Trudeau) le démettra de ses fonctions. Il nous rend un mauvais service et cause des torts incroyables au Canada.

● (1640)

Le secrétaire parlementaire a parlé de l'accord sur le prix de l'énergie ainsi que des gagnants et des perdants. Comme l'a signalé M. Reid, de Bunting and Co. Ltd., le véritable perdant

### *Pétrole et gaz du Canada—Loi*

est le consommateur. Je ris sous cape quand j'entends fréquemment un député ministériel parler de l'accord sur les prix conclu au Canada et laisser entendre que le prix du pétrole brut au Canada est fixé indépendamment de ce qui peut se produire ailleurs dans le monde. Le prix est pondéré, monsieur l'Orateur. Le prix intérieur et le prix importé sont fusionnés pour obtenir un prix à la raffinerie et par conséquent à la station-service. Si le cours mondial monte, le consommateur paie davantage; c'est aussi simple que cela. Laisser entendre qu'il y a une certaine différence à cause du marché conclu au Canada n'est pas plus exact que de prétendre que nous atteignons l'autarcie énergétique en 1990 grâce à cette politique. C'est une pure invention.

Le Canada a perdu de l'argent durant l'année qui s'est écoulée entre le moment où le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a réussi par ruse l'année dernière à obtenir que le ministre des Finances (M. MacEachen) annonce le Programme énergétique national, et le moment où un accord sur les prix est intervenu le 2 septembre de cette année. Au cours de cette année, 10 milliards de dollars ont quitté le Canada. Dix milliards de dollars ont quitté le Canada pour ne jamais y revenir. Si ces dix milliards étaient demeurés au Canada et avaient été investis chez nous, ils auraient pu créer un nombre incalculable d'emplois et engendrer des projets économiques de toutes sortes. Au lieu de cela, cet argent a quitté le pays à cause du retard que le gouvernement a mis à signer un accord sur les prix.

Qu'a donc obtenu le gouvernement à retarder cet accord pendant un an? Il n'a pas réussi à obtenir le barème de prix qu'il souhaitait pour le pétrole brut. En fait, un an après, soit le 2 septembre 1981, le gouvernement fédéral céda et acceptait le barème de prix qui lui avait été proposé en juillet 1980. A ce point de vue, le gouvernement fédéral n'a rien gagné. Le Canada doit assumer maintenant une perte aussi complète qu'énorme.

Le secrétaire parlementaire a déclaré que les gens donnent faussement à entendre que le Programme énergétique national visait à canaliser l'activité vers les terres du Canada au détriment des terres provinciales. Il nous a assuré qu'il n'en était rien et que les accords sur les prix de l'énergie le démontraient. Mais il n'a pas cru bon de dire que lorsqu'il a été dévoilé à l'origine, le PEN comportait une disposition visant à supprimer la déduction pour épuisement autorisée aux entreprises exerçant leurs activités dans les provinces alors qu'elle était maintenue pour celles qui les exerçaient sur les terres du Canada. Si ce n'était pas là une manœuvre éhontée pour défavoriser les terres provinciales au profit des terres dites du Canada, je me demande bien ce que c'est. Un an après, le gouvernement a fini par comprendre qu'il ne pouvait pas agir unilatéralement et que le Canada était un pays fédéral; le gouvernement fédéral a donc été forcé d'en arriver à un accord avec les provinces, et il a abandonné cette disposition. Il ne l'a cependant pas fait spontanément; il y a été forcé.

Les véritables perdants dans toute cette controverse autour du PEN, alimentée par la stupidité dont on a fait preuve au cours de la dernière année, ce sont les Canadiens moyens, particulièrement ceux qui ont dû renouveler leur hypothèque cette année. Il est ironique que le ministre des Travaux publics (M. Cosgrove) ait été tous les jours abreuvé de critiques ces dernières semaines à la Chambre à cause des taux d'intérêt